



INTER-PARLIAMENTARY UNION (IPU)

UNION INTERPARLEMENTAIRE (UIP)

CEREMONIE INAUGURALE DISCOURS DU PRESIDENT DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,
Monsieur le Secrétaire général de l'UIP,
Chers amis parlementaires,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens à remercier le gouvernement et le peuple panaméens, représentés ici en la personne du Président de la République, Monsieur Ricardo Martinelli, de l'accueil chaleureux qu'ils nous ont réservé. Ma gratitude va aussi au Président de l'Assemblée nationale, Monsieur José Muñoz Molina, qui a invité l'Union interparlementaire à tenir sa 124^{ème} Assemblée à Panama. J'aimerais aussi souhaiter la bienvenue à Monsieur Deiss, avec qui j'ai parlé de la présente Assemblée avant même qu'il ne devienne Président de l'Assemblée générale des Nations Unies.

C'est de haute lutte que le Panama a fait valoir son droit d'exercer pleinement sa souveraineté sur un territoire d'une rare beauté, sur cette terre où les océans se sont rejoints au terme d'une gigantesque entreprise, née du labeur de personnes venues des Caraïbes, d'Amérique du Nord et du Sud et d'Asie. Beaucoup y ont laissé la vie. En creusant le canal de Panama, ils ont gravé leur histoire sur la face de la terre.

Mesdames et Messieurs,

Le thème que nous avons retenu pour la présente Assemblée s'intitule : *Les parlementaires comptables de leur action : comment répondre aux attentes des électeurs*. Nous l'avons choisi avec nos hôtes à la fin de l'année dernière et, depuis, les événements nous ont donné raison. Comme vous le savez, les premiers mois de 2011 ont été marqués par des troubles persistants dans plusieurs pays. Ces manifestations se poursuivent à ce jour. Dans plusieurs pays, ce qui a commencé comme un élan spontané s'est transformé en un âpre conflit armé.

Au début de l'année, alors que je rendais visite à mes collègues arabes à Doha, j'ai dit clairement que ces manifestations exprimaient le mécontentement de la population. Ces poussées de révolte, porteuses d'un formidable désir de changement, naissent de circonstances qui sont familières pour beaucoup d'entre nous. Les populations

s'accroissent à un rythme vertigineux. Dans le cas de l'Egypte, la population a doublé en l'espace de 30 ans. De plus, ces populations sont jeunes. Dans tous les pays qui ont récemment défrayé la chronique, la moyenne d'âge est bien inférieure à 30 ans, soit moins de la moitié de l'âge des gouvernants. Si l'on ajoute à cela un cruel manque de perspectives dont les jeunes ont tellement besoin, on a tous les ingrédients d'un conflit. Les gens réclament plus de transparence, plus de liberté et plus de justice sociale. Ils veulent l'équité, du travail et les fruits du développement. Ils attendent de meilleures perspectives d'avenir et de meilleurs services. Bref, ils veulent plus de démocratie, et non pas moins.

Cependant, avant de théoriser sur les conséquences pour la démocratie, je pense qu'il nous faudrait prendre du recul.

Une caractéristique des révolutions d'aujourd'hui est le rôle joué par les médias électroniques. Internet est désormais considéré comme un puissant outil d'émancipation politique. Pour bien des jeunes de la planète, la liberté ne tient plus qu'à un tweet, à un blog, à un texto. Il ne fait aucun doute que sans les téléphones mobiles et sans Internet, la capacité d'organisation de ceux qui ont mobilisé toutes ces énergies aurait été bien moindre.

Mais, en tant que membre d'une génération plus ancienne, si je peux me permettre une remarque, je dirais aux jeunes de prendre garde. Les instruments de l'émancipation politique ne doivent pas devenir ceux de la servitude. Car, en dernière analyse, ils peuvent être les deux à la fois. La pléthore de blogs, dans lesquels chaque voix est aussi valable que les autres, peut aussi détourner l'attention des vraies nouvelles diffusées par les journalistes professionnels. Les réseaux sociaux, qui renferment d'innombrables données personnelles librement divulguées, peuvent aussi être utilisés pour réprimer. Les dictateurs aussi savent tweeter.

Je me suis laissé dire qu'une petite fille, née alors que les images de la place Tahrir défilaient en boucle sur nos écrans de télévision, a reçu le nom de Facebook. Tout en souhaitant à la petite Facebook une longue et heureuse vie, je voudrais lui dire de prendre le réseau social éponyme avec une grosse pincée de sel. Seul le temps nous dira ce qu'il faut penser de tout ça.

La démocratie est un animal rétif et imprévisible, qui requiert beaucoup de soins et d'attention. Le respect des institutions n'a rien de bien excitant, mais, croyez-moi, c'est le respect scrupuleux des institutions démocratiques qui sauvera le monde des problèmes ardues auxquels il doit faire face. Nous devons tous emprunter le chemin du renforcement institutionnel. Aucun raccourci n'est possible. Nous devons tous participer à l'entreprise, examiner nos institutions en toute honnêteté, accepter qu'aussi anciens qu'ils soient tous nos parlements ont, à un moment ou à un autre, manqué à leurs devoirs. Dans tous les parlements, la rigueur du contrôle exercé sur l'exécutif laisse à désirer et est encore loin de l'idéal.

Nous pouvons améliorer la situation. Nous pouvons faire mieux.

C'est pour cette raison que j'ai toujours eu foi en l'UIP. Non pas parce que nous accueillons des présidents et des rois, mais parce que nous sommes là, en toute modestie, pour défendre les institutions et la primauté du droit. Nous sommes là pour contribuer, pas à pas, à rendre les parlements plus représentatifs, plus transparents, plus accessibles, plus responsables et plus efficaces. C'est pourquoi nous œuvrons pour qu'ils soient plus inclusifs dans leur composition et dans leur manière de travailler, en particulier en ce qui concerne les femmes, les minorités et les groupes marginalisés, pour qu'ils exercent un contrôle strict de l'exécutif, notamment dans le domaine de plus en plus important du dialogue multilatéral. Comme l'atteste le Rapport du Secrétaire général dont est saisie la présente Assemblée, l'UIP travaille sans relâche à la réalisation de ces idéaux.

Durant cette Assemblée, dont le thème phare est l'obligation des parlements de rendre des comptes, nos commissions permanentes concluront un an de discussions sur les moyens de prévenir la violence électorale et d'assurer la transparence et la responsabilité dans le financement des partis politiques. Les femmes parlementaires, et les hommes aussi, débattront de la violence politique à l'encontre des femmes, ainsi que de ce qu'il faut faire pour que les parlements soient davantage à l'écoute des besoins spécifiques des femmes et des hommes. Pour revenir à ce que je vous disais il y a quelques minutes, nous aurons une réunion-débat consacrée aux bouleversements politiques qui, par le passé, ont fait progresser la démocratie, et nous appuierons notre réflexion sur l'expérience de trois pays : les Philippines, l'Allemagne et le Chili.

Tous ces thèmes sont liés entre eux. Tous ont trait à notre institution : le Parlement. Tous ont pour objet de lui donner les moyens dont elle a besoin pour remplir son rôle. Tous concernent la démocratie.

Chers parlementaires, Mesdames, Messieurs, je vous remercie tous autant que vous êtes d'avoir fait le déplacement jusqu'à Panama et j'espère que notre Assemblée sera aussi enrichissante que fructueuse.